

RAPPORT D'ORIENTATION

2018-2019

1. Contexte politique général.

Dans un contexte général d'incertitudes et de menaces aggravées, la question palestinienne reste un point clé fondamental qui garde une profonde centralité.

A. La situation en Palestine.

La politique du gouvernement israélien ne cesse de s'intensifier contre les droits du peuple palestinien

En Palestine, la situation est marquée par :

- la violence de l'occupation-colonisation,
- l'impasse politique sur fond de discrédit de l'Autorité Palestinienne,
- la coupure Gaza- Cisjordanie, la poursuite du siège illégal et inhumain à Gaza,
- l'accaparement des terres palestiniennes et des ressources en eau,
- la construction de nouvelles colonies ou extension des colonies existantes, dans et autour de Jérusalem,
- la poursuite de la construction du mur,
- la détention politique arbitraire de milliers de prisonniers, arrestations d'enfants,
- l'utilisation de la torture, violences, assassinats de résistants.
- L'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), le représentant légal et reconnu internationalement, du peuple palestinien, vient d'approuver BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) et lance un appel sans précédent à des sanctions.

Les grands acteurs régionaux contribuent au chaos en faisant jouer leurs intérêts propres: Egypte, Turquie, Iran, Arabie Saoudite.

La ligne officielle de la communauté internationale ainsi que celle de l'Autorité Palestinienne est de s'arc-bouter sur une solution à deux états pour résoudre la situation en se référant aux accords d'Oslo qui n'ont été finalement qu'un marché de dupes. Pendant ces 25 ans de ce soit disant accord, Israël n'a fait que grignoter encore et encore Jérusalem et la Cisjordanie et a mis sous un blocus terrible l'enclave de Gaza. Ces accords ont conduit à la situation criminelle (crime contre l'Humanité) actuelle en Palestine.

Les Palestiniens disent souvent : "Un état, deux états, peu nous importe. Nous voulons notre liberté de mouvement et de pensée, être reconnus comme être humain à part entière, avoir les mêmes droits en tant que citoyens." Ils ajoutent ne pas se reconnaître dans les représentants de l'Autorité Palestinienne et souhaitent que cette Autorité cesse sa collaboration sécuritaire avec Israël.

Des voix Palestiniennes de renom se font ouvertement entendre pour proposer des solutions alternatives au statut quo actuel qui ne mènera nulle part.
(Voir en annexe les extraits d'articles de Jamal Juma', Georges Corm, Samah Jabr, Omar Barghouti...)

Nous nous devons de les entendre et d'informer de leurs solutions alternatives.

B. La nouvelle administration états-unienne:

- Soutien inconditionnel à Israël.
- Action strictement unilatérale qui rejette toute approche fondée sur le droit.
- Charge explosive que constitue Jérusalem, ville des trois monothéismes.
- Soutien aux plus extrêmes partisans de la colonisation ce qui encourage la fuite en avant de l'extrême - droite israélienne.
- Ses outrances s'appliquent à tous les sujets tant à l'intérieur que dans les autres Etats.
- Censure des rapports de l'ONU dès qu'il s'agit d'Israël (Rapport sur l'apartheid avéré en Israël, de Richard Falk – Liste des entreprises tirant profit de la colonisation).

C. La situation en France et en Europe:

- Les dangers perçus dès janvier 2015 du fait des attaques terroristes se sont renforcées, ouvrant la voie à un état d'urgence permanent. Celui-ci restreint les libertés et ce contexte favorise la montée de l'islamophobie, du racisme, de la xénophobie et des crispations identitaires.

- Dans ce contexte, les inconditionnels de la politique israélienne sont à l'offensive contre les mouvements de solidarité. Le CRIF est devenu une des officines qui prétend museler les mouvements de solidarité.
- Le contexte des attentats, par les amalgames qu'il permet, constitue pour nous une menace grave à laquelle il nous faut répondre de manière résolue.
- La France n'a pas reconnu l'Etat de Palestine, malgré le vote de l'Assemblée Nationale et du Sénat. Les gouvernements successifs nourrissent l'amalgame entre antisémitisme et antisionisme, et criminalisent l'action de solidarité avec le peuple palestinien.

Informez l'opinion publique qu'Israël ne respecte pas le droit international et viole les Droits de l'Homme en toute impunité.

Les pressions de la communauté internationale sont quasiment nulles ; il ne nous reste que la pression par les peuples. Nous devons faire prendre de plus en plus conscience de la situation (ne pas reproduire le silence des années 1939-45).

Il est important d'employer les mots qui correspondent à la réalité, sans tabou, et donc de rappeler dans toutes nos actions et nos informations que:

Le partage de la Palestine en 1947 a été une faute, qualifiée de crime fondateur par certains (15 000 palestiniens massacrés, 800 000 chassés de leur maison, plus de 530 villages détruits); les Palestiniens en paient le prix, sans raison, depuis plus de 70 ans ; cette faute doit être reconnue par la communauté internationale.

Tous les citoyens vivant actuellement sur cette terre de Palestine historique sont égaux en droit et doivent disposer chacun d'une voix.

Tous les réfugiés, s'ils le souhaitent, ont la possibilité de revenir sur la terre de Palestine.

Par voie de conséquence, apartheid, épuration ethnique, mur, blocus, checkpoints et toutes les mesures de rétorsion et de harcèlement doivent être démantelés et supprimés.

La justice s'applique de façon identique à tous les citoyens, les tribunaux militaires réservés aux seuls membres de l'armée.

Les Palestiniens sont déterminés à rester sur leur terre; il est matériellement impossible de les en chasser sauf à provoquer un cataclysme inimaginable.

Nous devons également rappeler sans relâche que l'antisionisme n'a rien à voir avec l'antisémitisme.

Le sionisme est une opinion et un mouvement raciste qui refuse l'autre lorsqu'il n'est pas de même confession.

Le sionisme est à l'origine de la situation actuelle en Palestine. Il doit être combattu.

2. Nos objectifs pour les deux années à venir.

Quatre orientations ont été définies par le Conseil d'administration.

A. Améliorer notre communication:

- Entre nous et avec les autres : Programmer, pour nous, de la formation en communication.
- Bien connaître la situation pour être capable d'explications claires: chaque militant doit être particulièrement informé et peut replacer la situation de la Palestine dans son contexte historique. Nous devons aussi maîtriser notre vocabulaire : sionisme-antisémitisme-Juif-Hébreux- Musulmans- Arabes.
- Organiser des conférences, débats, témoignages, films, expositions.
- Continuer à travailler avec les associations partenaires.
- Développer les contacts avec les élus. Faire changer la politique française pour que le pouvoir s'engage dans la voie des sanctions contre l'impunité d'Israël. Faire découvrir la réalité
- Médiatiser nos actions (notre site, la presse, les radios).

B. Mobiliser la population:

Faire de l'année 2018 l'Année de la Palestine.

- Augmenter le nombre d'adhérents par une cotisation adaptée.
- Mettre en place des activités originales , conviviales . Aller au- devant de la population.
- Une commission sera chargée de réfléchir sur les moyens de faire connaître notre Association et de motiver des gens nouveaux en particulier les jeunes !
- Sensibiliser les « jeunes » en favorisant leur participation aux voyages en Palestine, en organisant des manifestations sportives et culturelles.
- Des contacts sont pris avec des établissements scolaires et des universités savoyardes.

Il faut donc gagner l'opinion publique en vue de sa mobilisation en travaillant en direction des élus, des partis, des syndicats, des mouvements de jeunesse, des organisations de défense des droits de l'Homme, des organisations à référence religieuse dans le respect de la laïcité et de l'indépendance de chacun, refusant les formations racistes et xénophobes.

C. Développer le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions)

L'AFPS d'Albertville est adhérente au mouvement BDS France.

Cet engagement entraîne que nous adhérons à l'appel lancé par la société civile Palestinienne en 2005 :

"Nous, représentants de la société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël semblables à ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous vous appelons à faire pression sur vos États respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens scrupuleux à soutenir cet appel dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix.

Ces mesures punitives non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël honore ses obligations de reconnaître le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et se conforme entièrement aux préceptes du droit international, en :

1. Mettant fin à son occupation et à sa colonisation de toutes les terres arabes et en démantelant le Mur
2. Reconnaisant les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une complète égalité; et
3. Respectant, protégeant et favorisant les droits des réfugiés palestiniens à recouvrer leurs maisons et leurs biens comme le stipule la résolution 194 de l'ONU."

Pour ce faire:

Se rapprocher du groupe de travail BDS de l'AFPS.

- Manifester davantage et régulièrement : 1 fois par mois ?
- Participer aux mouvements nationaux et internationaux.
- Soutenir financièrement et physiquement les procès BDS.
- Relancer un Collectif BDS (à partir du Collectif «Oui à la Justice, Non à la guerre»).

Il est à noter qu'Israël vient de publier une liste noire de 21 associations et Ong "indésirables" sur son territoire dont l'AFPS et BDS France, parce qu'elles participent au mouvement international BDS. Ces décisions scandaleuses du

gouvernement israélien ne nous démobiliseront pas ; bien au contraire, nous sommes plus déterminés que jamais à intensifier la campagne BDS.

D. Aider en Palestine.

Consolider nos liens avec les Palestiniens

1. Aide matérielle et morale.

- Rencontres avec les Palestiniens et les institutions palestiniennes : ici et là-bas.
- Voyages, accueil.
- Une meilleure connaissance des milieux (politique, résistance populaire, culture , artisanat, agriculture, éducation, santé, camps de réfugiés) permettra une aide sécurisée par des liens de confiance.

2. Coopération et aide au développement.

Aide à différents projets menés depuis plusieurs années grâce aux fonds récoltés par nos actions (ramassage de textiles, vente artisanat, tournoi de foot, vente d'huile et de produits artisanaux...)

- Rénovation de maisons: Vallée du Jourdain (Groupes locaux Rhône- Alpes)
- Gaza avec Union des Juifs Français pour la Paix (château d'eau et irrigation)
- Camp de Réfugiés de Jenin
- Tala 5 (centre de loisirs en été).
- Maison Chaleureuse.
- Réalisation d'un PARTENARIAT DECENTRALISE (Camp de réfugiés de Jenin et Conseil départemental de Savoie)

Une connaissance concrète et précise de la situation.

Une concertation étroite dans l'élaboration des projets avec nos partenaires.

Une évaluation des réalisations, l'expression des problèmes rencontrés pour une éventuelle adaptation.

3. Prise en compte éventuelle de projets nouveaux.

3. Se donner les moyens pour tenter d'y parvenir

Evidemment, il faut mettre en place des actions qui permettront de financer information et soutien.

A nous de solliciter imagination et énergie!

ANNEXES

Jamal Juma' :

Israël a étendu son cruel régime d'apartheid à toute la Palestine historique et il nous revient désormais de mettre fin à cette réalité illégale, car elle viole les droits de l'homme.

Si la communauté internationale souhaite une solution à un seul État, je suis convaincu qu'en tant que Palestiniens nous sommes prêts à accepter cette option. L'autodétermination sur une même terre – à citoyenneté égale, quelle que soit la religion – fait partie depuis le début de ce que nous proposons sur la voie d'une solution juste.

Cette solution respecte notre droit à l'autodétermination ainsi que les droits de l'homme pour tous, dont le droit au retour de nos réfugiés. Elle devrait, naturellement, prévoir aussi une réparation des pertes et dommages.

Georges Corm (Professeur à l'institut des sciences politiques de l'Université Saint-Joseph - Liban)

Il faut donc aujourd'hui se battre pour mettre fin à l'apartheid et réaliser une société de justice et d'égalité entre tous les habitants de ce territoire, quelle que soit leur religion.

Samah Jabr

Les ambassadeurs de l'OLP ont la responsabilité de mobiliser les communautés palestiniennes dans la diaspora et de les inciter à recruter des militants de solidarité dans tous les pays où elles vivent. Avec une bonne direction, cette vague de solidarité sera bientôt soutenue massivement par beaucoup de gens justes dans la communauté internationale.

Nous ne pouvons pas compter sur les régimes officiels. Notre espoir se situe sur le terrain de la volonté populaire et du rôle de la société civile internationale à travers le monde arabe, musulman et libre, pour soutenir une révolte durable. Cette révolte doit partir de la Palestine, mais elle peut se propager internationalement avec le symbolisme de Jérusalem pour impacter directement l'occupation et l'Administration US. Une telle action internationale ne peut se limiter à des manifestations, des ralliements et des protestations ; elle doit englober tous les aspects d'un engagement populaire venant des syndicats, des organisations professionnelles et des autres institutions de la société civile, afin d'intégrer une action parlementaire efficace, au nom de Jérusalem et de la Palestine.

Omar Barghouti

Rien venant de l'extérieur ne peut exercer une pression sur le régime d'occupation et l'apartheid d'Israël autant que BDS. Le temps de la conciliation et des appels obséquieux pour qu'ils respectent nos droits doit prendre fin.

Pour aider à nous libérer d'Israël, je demande plus de campagnes BDS, créatives, stratégiques et soutenues, débouchant sur des sanctions internationales effectives, semblables à celles qui furent imposées à l'apartheid sud-africain. Alors seulement, la justice pourra prédominer.